

0141762P  
ACADEMIE DE CAEN  
COLLEGE ALAIN CHARTIER  
15 BIS RUE DES BILLETES  
14403 BAYEUX CEDEX  
Tel : 0231922606

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Règlement intérieur du Conseil d'administration

Numéro de séance : 2  
Numéro d'enregistrement : 9  
Année scolaire : 2020-2021  
Nombre de membres du CA : 24  
Quorum : 13  
Nombre de présents : 19

Le conseil d'administration  
Convoqué le : 13/10/2020  
Réuni le : 03/11/2020  
Sous la présidence de : Nelly Cuciz  
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25

**Vu**

- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

**Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration adopte le règlement intérieur du conseil d'administration**

Pièce(s) jointe(s)

☒ Oui    ☐ Non    Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Règlement intérieur du CA adopté

**Résultats du vote**

Suffrages exprimés :	19
Pour :	19
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

## REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(MAJ CA n° 1 du 15-11-2019)

### **Préambule**

Pour le bon fonctionnement du conseil d'administration, trois notions essentielles doivent être présentes à l'esprit de ses membres : efficacité, courtoisie, discrétion (pour tout ce qui a trait à la situation des personnes).

La durée d'un conseil d'administration sera limitée à 2 heures. Les questions non traitées seront reportées à l'ordre du jour du conseil suivant.

Le conseil d'administration est présidé par le chef d'établissement ou en cas d'impossibilité par son adjoint.

### **Article 1 : Composition**

Le conseil d'administration du collège « Alain CHARTIER » de BAYEUX siège conformément au décret du 31 octobre 1990 modifiant le décret du 30 août 1985 relatif aux Etablissements Publics Locaux d'Enseignement. Lorsque le conseil d'administration est appelé à examiner une question relative à l'organisation financière, l'agent comptable assiste aux travaux du conseil avec voix consultative. (Art.40 du décret n°85-924 du 30 août 1985).

**Article 2 : Fréquence et durée des réunions** : (Art 17 du décret n°85-924 du 30 août 1985, modifié par le décret n°90-978 du 31 octobre 1990)

Le conseil d'administration se réunit en séance ordinaire à l'initiative du chef d'établissement au moins trois fois par année scolaire. Il est en outre réuni en séance extraordinaire à la demande de l'autorité académique, de la collectivité de rattachement, du chef d'établissement, ou de la moitié au moins de ses membres ayant voix délibérative sur un ordre du jour déterminé.

### **Article 3 : Convocations aux réunions** :

Le chef d'établissement fixe les dates et heures des séances. Il envoie les convocations, par courriel avec accusé de réception, accompagnées d'un projet d'ordre du jour et de documents préparatoires au moins huit jours à l'avance, ce délai pouvant être réduit à un jour en cas d'urgence. (Article 17 du décret n°85-924 du 30 août 1985, modifié par le décret n° 90-978 du 31 octobre 1990). Les séances du Conseil d'administration ne sont pas publiques (Article 15 du décret n°85-924 du 30 août 1985). Le président du conseil d'administration peut inviter aux séances du conseil, à titre consultatif toute personne dont la présence paraîtrait utile (Article 15 du décret n°85-924 du 30 août 1985). Tout membre titulaire du Conseil d'administration définitivement empêché de siéger est remplacé par un suppléant dans l'ordre de la liste. (Article 24 du décret n°85-924 du 30 août 1985, modifié par le décret n° 90-978 du 31 octobre 1990). En cas d'empêchement provisoire de membres titulaires, il est fait appel aux suppléants dans l'ordre de la liste. (Article 21 du décret n°85-924 du 30 août 1985, modifié par le décret n° 90-978 du 31 octobre 1990).

Les suppléants ne sont convoqués au conseil d'administration et n'y participent qu'en cas d'empêchement momentané ou définitif du titulaire du siège (Circulaire du 27 décembre 1985 Titre II-1). L'autorité de tutelle ou son représentant peut assister à toutes les réunions du conseil.

**Article 4 : Quorum** : (Article 17 du décret n°85-924 du 30 août 1985, modifié par le décret n° 90-978 du 31 octobre 1990)

Le Conseil d'administration ne peut siéger valablement que si le nombre des membres présents, en début de séance est égal à la majorité des membres composant le Conseil (la moitié plus une unité). Si ce quorum n'est pas atteint le conseil d'administration est convoqué en vue d'une nouvelle séance qui doit se tenir dans un délai minimum de cinq jours et maximum de huit jours, il délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents. En cas d'urgence ce délai peut être réduit à trois jours.

### **Article 5 : Ordre du jour** :

L'ordre du jour est adopté en début de séance. Pour tous les domaines pour lesquels le conseil d'administration doit délibérer ou émettre un avis, les questions soumises au conseil d'administration

font l'objet d'une instruction préalable sous la responsabilité du chef d'établissement. Dans son rapport de saisine du conseil d'administration, le chef d'établissement présente les conclusions de cette instruction (circulaire du 27 décembre 1985, Titre I – 1.1.4). Toute question diverse, devant être inscrite à l'ordre du jour, doit être déposée au moins 48 heures avant la date du conseil, pour en permettre l'instruction préalable.

#### **Article 6 : Délibération :**

Le Conseil d'Administration statue uniquement sur les problèmes concernant l'établissement. Sur rapport du chef d'établissement, le Conseil d'Administration exerce notamment les attributions suivantes :

- fixe les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative dont dispose l'établissement et en particulier ses règles d'organisation,
- adopte le projet d'établissement,
- adopte la répartition budgétaire et le compte financier,
- adopte les règlements intérieurs,
- délibère sur toutes les questions dont il a à connaître en vertu des lois et règlements en vigueur,
- donne son accord sur le programme des associations, sur la passation des conventions et la signature des contrats. Les délibérations du Conseil d'Administration sont transmises à l'autorité de tutelle, à la collectivité de rattachement et au représentant de l'Etat.

#### **Article 7 : Votes :**

Les avis émis et les décisions prises le sont sur la base de votes personnels. Le vote secret est de droit si un membre du conseil le demande. En cas de partage égal des voix, la décision revient au président du conseil d'administration. (Art. 16-2, modifié par les décrets n°90-978 du 31 octobre 1990 et n° 93-530 du 26 mars 1993). Les votes interviennent à la majorité des suffrages exprimés, les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas comptés (Circulaire du 27 décembre 1985, titre II-2)

#### **Article 8 : Procès-verbal :**

Un secrétaire de séance est désigné au sein des membres du conseil. En début de séance est adopté le Procès-verbal de la séance précédente. A la fin de chaque séance du conseil d'administration, est établi, sous la responsabilité du chef d'établissement, un procès-verbal qui retrace les échanges de vues exprimés ainsi que les délibérations et les avis adoptés et les résultats des votes émis. Afin de faciliter la rédaction du procès-verbal de séance, les délibérations du conseil d'administration peuvent être enregistrées. Les membres du conseil d'administration en sont informés en début de séance. Le fichier audio est détruit après exploitation.

Le chef d'établissement transmet le procès-verbal ainsi établi à l'autorité académique et en assure la diffusion aux membres du conseil d'administration (circulaire du 27 décembre 1985, titre II-2). Les membres du conseil d'administration sont astreints à l'obligation de discrétion (Circulaire du 27 décembre 1985 titre II-2) .Le chef d'établissement rend public à l'issue de chaque séance un compte-rendu des activités du Conseil destiné à informer les membres de la communauté scolaire.

#### **Article 9 : Transmission des Actes et délibérations :**

Il incombe au chef d'établissement d'effectuer la transmission des actes et délibérations dans les formes et délais prévus dans les textes réglementaires. Lorsque le chef d'établissement transmet une délibération du conseil d'administration à l'autorité académique et qu'il estime que cette délibération est contraire aux lois et règlements ou de nature à porter atteinte au fonctionnement de l'établissement, il lui appartient en tant que représentant de l'Etat au sein de l'établissement de faire connaître son avis à l'autorité académique lors de la transmission de la délibération : il en informe alors le conseil d'administration. (Circulaire du 28 décembre 1985, titre II-2)

#### **Article 10 : Diffusion**

Un exemplaire de ce règlement intérieur est mis à disposition de chaque membre du Conseil d'Administration.